

Rétro

Mamba ou l'impitoyable traque ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'ANNEE 2017 aura été marquée, dès janvier, par le lancement de l'opération « *mains propres* », dénommée Mamba. Laquelle a épinglé plusieurs hauts fonctionnaires dont deux influents anciens membres du gouvernement et plusieurs directeurs généraux. Magloire Ngambia, Dieudonné Ngoubou, Blaise Wada, Landry Patrick Oyaya, Christian Nkero Capito, Grégoire Bayima, Jean-Léon Ndong Ntème et autres en sont les principales victimes qui méditent encore sur leur sort à



Magloire Ngambia...

Gros Bouquet. Il leur est reproché des malversations financières à hauteur de 1000 milliards de francs (!)



... Etienne Dieudonné Ngoubou...

dans le cadre de la gestion de projets d'envergure de l'Etat. Toutefois, les applaudissements



...et Blaise Wada sont les victimes d'un Mamba visiblement à bout de souffle.

nourris des premiers mois de Mamba ont vite fait place à un silence qui fait craindre l'essoufflement d'une initiative dont l'ambition est pourtant salutaire : mettre un terme à la gabegie et au détournement des fonds publics.

Depuis les derniers rebondissements, il y a plus de six mois, rien n'est venu alimenter une chronique judiciaire pourtant bien lancée. Au point de faire douter certains sur la capacité réelle du gouvernement à poursuivre cette opération de salubrité. Notamment inquiéter des supposés « *intouchables* » cités dans les mêmes affaires, à l'origine de l'emprisonnement des compatriotes cités plus haut. La déception de l'opinion publique est que ces "gens-là" continuent à vaquer paisiblement à leurs occupations, sans être nullement inquiétés.

Dialogue politique sans tabou

Les assises de toutes les attentes

SM
Libreville/Gabon

LE Dialogue politique d'Angondjé compte aujourd'hui parmi les événements politiques majeurs de l'année 2017. Organisées à la suite d'une élection présidentielle dont les résultats avaient plongé le pays dans une crise sociopolitique, ces assises avaient pour objectifs de consolider les valeurs démocratiques et républicaines de paix, d'unité nationale et de respect de la dignité humaine. Elles



Les participants lors de la cérémonie d'ouverture du Dialogue politique à la présidence de la République.

visaient en d'autres termes, l'apaisement des tensions sociopolitiques, la régéné-

ration des conditions du vivre-ensemble, le renforcement de l'Etat de droit

démocratique, la relance du développement économique, social, culturel et

environnemental, et l'enracinement d'une gouvernance saine et efficace. L'objectif a-t-il été atteint ? Le format était-il celui souhaité par toute la classe politique ? Six mois après la tenue de cet événement, ces questions valent toujours leur pesant d'or. Qu'à cela ne tienne, on retiendra que ce sont plus de mille associations représentant la société civile gabonaise et cinquante-deux (52) partis politiques de la majorité et de l'opposition qui se sont exprimés au cours de cette rencontre, sur des thématiques préalable-

ment définis par un comité ad hoc paritaire, chargé de préparer ce dialogue. Les travaux dans leur première phase dite citoyenne portaient essentiellement sur les interventions des membres de la société civile. La seconde phase qualifiée de politique, quant à elle, concernait le travail en commission mené par les représentants des partis politiques. Le tout aura au final, accouché de 262 recommandations dont la révision constitutionnelle actuellement en examen dans les deux chambres du Parlement.

PDG : un parti régénéré et revitalisé

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

L'ANNÉE qui s'achève a été riche en événements politiques avec, entre autres, le 11e congrès ordinaire du Parti démocratique gabonais (PDG). Sous le thème de la régénération et revitalisation, le parti au pouvoir s'était fixé pour

objectif de revoir et restructurer son fonctionnement. Quelques mois auparavant, la vie de cette formation politique avait été marquée par un fait inédit : la démission de son secrétaire général (SG), Faustin Boukoubi. Par la suite, des conseils provinciaux ont été convoqués, afin de préparer le congrès ordinaire dit "avancé". Rencontre au cours de laquelle les militants et militantes venus

de l'ensemble du pays et de la diaspora, ont échangé sur les nouveaux objectifs à atteindre. Les travaux de ce congrès d'Angondjé ont, de ce fait, été sanctionnés par la confirmation d'Eric Dodo Bounguendza au poste de secrétaire général du PDG. Poste dont il assurait l'intérim, suite à la démission de son prédécesseur. Avec le nouveau SG, le secrétariat exécutif a été renouvelé à près de 90%. On

a ainsi enregistré de nouveaux entrants mais, surtout, plus de femmes et de jeunes. C'est dire que la régénération et la revitalisation voulues par le président du parti au pouvoir, Ali Bongo Ondimba, ont été effective. Ce d'autant que la formation politique qu'il dirige s'est fixé des objectifs à atteindre, pour le bien-être des militants, mais également pour le peuple gabonais.



Faustin Boukoubi honoré par le président du PDG, Ali Bongo Ondimba.

Projet de révision de la Constitution

Des divergences d'interprétation

J.K.M
Libreville/Gabon

ACTUELLEMENT sur les bureaux des sénateurs, le projet de révision de la Constitution a suscité une levée de boucliers et de la part de l'opposition et de nombreux acteurs de la société civile. Les plus grands pourfendeurs de cette ini-

tiative gouvernementale auront été tout particulièrement les présidents de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto, de l'Union et solidarité (US), Jean de Dieu Moukagni Iwangou, et le sénateur de la commune d'Oyem, Jean-Christophe Owono Nguema. Tous ont dénoncé, entre autres, « *la volonté de monarisation du pouvoir, le recul démocratique et le profond déséquilibre des pouvoirs que*

consacrerait le projet de révision constitutionnelle.» A l'opposé, le Parti démocratique gabonais (PDG) a rejeté tous ces arguments, en mettant en avant la détermination et la volonté de l'Exécutif à consolider notre démocratie, à travers la matérialisation des résolutions arrêtées de manière consensuelle par les représentants de la classe politique nationale, du 12 avril au 26 mai 2017, à An-

gondjé, dans la banlieue nord de Libreville. Au milieu de ce débat, l'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, à une écrasante majorité, le projet de révision de la Loi fondamentale. Faute de temps, les sénateurs n'ont pu l'examiner. Ce qui donne lieu à la convocation de la session extraordinaire du Parlement, ouverte hier.



Les députés adoptant le projet de révision de la Constitution.